

**Israël - Relations bilatérales -
Territoires palestiniens - Discours
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, lors du dîner annuel de
la chambre de commerce
France-Israël
(Paris, 12 septembre 2017)**

(Seul le prononcé fait foi)

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je suis heureux d'être parmi vous ce soir. Ce dîner, c'est un signe supplémentaire de l'amitié historique qui unit l'État d'Israël et la France. Cette amitié, nous la poursuivons au présent, par les contacts réguliers entre nos autorités politiques d'abord : comme vous le savez, le président de la République a reçu M. Netanyahou à Paris le 16 juillet dernier. Il a également annoncé sa visite en Israël au printemps prochain. Je me rendrai moi-même sur place dans les mois à venir. Notre amitié, nous l'entretiens aujourd'hui également au travers de nombreux partenariats, dans des domaines de coopération aussi variés que la sécurité, les questions stratégiques, la culture et, bien sûr, l'économie. C'est ce qui nous rassemble ce soir, et je m'en réjouis.

L'économie occupe une place centrale dans la relation entre nos deux pays ; je pense notamment au domaine particulièrement porteur des nouvelles technologies et l'innovation. Dans ce domaine, Israël est une véritable source d'inspiration, à la vitalité remarquable, comme en témoignent ses nombreux succès. Comme ministre en charge du commerce extérieur et de la promotion de l'attractivité de la France pour les investisseurs, je suis ce dossier avec une très grande attention, soyez en certains.

En matière de soutien à l'innovation, nous avons beaucoup à apprendre d'Israël, c'est ma conviction. C'est pourquoi je souhaite que nous continuions à intensifier les échanges dans ce domaine, entre nos entrepreneurs bien sûr mais aussi au niveau politique, et dans le cadre de mes fonctions, je prendrai ma part de ce travail. Nous mobilisons d'ailleurs pleinement les outils à notre disposition pour aller de l'avant : nos entrepreneurs se rencontrent régulièrement, le dispositif de la French Tech fonctionne à plein en Israël, des outils bilatéraux existent pour encourager les partenariats, et des programmes de coopération scientifique ont été lancés. En ce qui concerne les échanges entre nos entreprises, le secteur des PME est particulièrement porteur : 6.000 PME françaises exportent aujourd'hui en Israël, soit autant qu'en Inde. Cela fait de la France, en 2015, le 7^e exportateur en Israël, avec 2,7% de part de marché. Cela tombe bien, puisque j'ai fait de l'exportation des PME françaises l'une de mes priorités à la tête de la diplomatie économique française.

À cet égard, vous aurez remarqué que la première visite d'un membre du gouvernement français en Israël a été celle du ministre français de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, du 4 au 7 septembre dernier ; il était accompagné dans ce déplacement du secrétaire d'État au numérique, Mounir Mahjoubi. Ce n'est pas un hasard : ce calendrier témoigne de la centralité des questions économiques dans notre relation bilatérale. Cette visite a été pour le ministre et le secrétaire d'État l'occasion de rencontrer des acteurs essentiels de l'écosystème de l'innovation israélien, en particulier dans le cadre du festival israélien de l'innovation DLD à Tel Aviv. Elle s'est doublée d'entretiens politiques avec leurs homologues, mais aussi avec le Premier ministre israélien. Ces rencontres ont aussi permis de présenter les programmes de réforme économique de la France ainsi que les priorités de notre relation économique bilatérale.

Bien sûr, des efforts restent à faire pour valoriser tout le potentiel de notre relation. Avec mes équipes, nous avons d'ores et déjà identifié des priorités d'action dans certains domaines où les résultats actuels peuvent être améliorés. D'une part, je constate qu'une certaine frilosité est encore perceptible chez les entreprises françaises, qui hésitent à s'impliquer en Israël. D'autre part, les investissements israéliens en France comme les investissements français en Israël ont devant eux une belle marge de progression : le stock d'investissements directs à l'étranger (IDE) israéliens en France fin 2015 était de 160 millions d'euros (sur 89 milliards de dollars), tandis que le flux d'IDE était négatif durant cette même année. Je souhaite également améliorer la valeur des exportations françaises en Israël, qui se maintient globalement au même niveau depuis 10 ans, entre 1 et 1,3 milliard d'euros, alors même que les importations israéliennes ont presque doublé sur la même période.

Nous sommes donc pleinement mobilisés pour pallier ces manques. Deux chantiers retiennent mon attention : d'abord, faire plus et mieux pour valoriser l'attractivité de l'écosystème français et encourager les projets qui contribuent à renforcer les liens entre les groupes français et les startups israéliennes : je pense aux centres de R&D, mais également au développement international des fonds de capital-risque et des accélérateurs français. Deuxièmement, je tiens à ce que nous communiquions davantage sur les possibilités d'investissement en Israël et sur son écosystème de l'innovation.

La saison croisée France-Israël, qui aura lieu de juin à novembre 2018 simultanément en France et en Israël et sera centrée sur l'innovation, permettra de mettre en oeuvre ces objectifs. Je tiens à vous dire un mot de cette saison qui doit permettre de renforcer notre présence économique et culturelle en Israël. Ce type d'événement est rare, et beaucoup de pays nous en font la demande. Aussi cette saison croisée France-Israël est-elle particulièrement importante. Elle sera l'occasion de démontrer le dynamisme de notre relation, dans tous les domaines, et de développer de nouveaux partenariats, en particulier dans les champs économique, scientifique et dans le secteur de l'innovation. À cet égard, j'ai le plaisir de vous annoncer la nomination de la nouvelle commissaire pour la partie française, Cécile Caillou-Robert ; elle prendra ses fonctions dans les jours qui viennent.

Je sais qu'un certain nombre d'entre vous ont d'ores et déjà accepté de rejoindre le comité des mécènes. Je les en remercie, en comptant sur vous tous pour la réussite de ce moment privilégié de notre relation bilatérale. Compte-tenu des enjeux pour nos deux pays, je souhaite que nous le préparions ensemble. Dans cette perspective, vous pouvez compter sur ma mobilisation et sur celle mon ministère.

Ma conviction, c'est aussi qu'il ne peut y avoir de réussite économique durable sans perspective politique. Investir dans l'économie israélienne c'est donc aussi investir dans la paix. Ma conviction, c'est que la paix n'est pas l'apanage des seuls acteurs politiques : les acteurs économiques ont également leur rôle à jouer, par les liens qu'ils contribuent à tisser entre les sociétés civiles. C'est donc dès à présent qu'il faut tisser des liens avec les entrepreneurs et les porteurs d'innovation en Israël.

À ce sujet, je tiens aussi à dire que la France restera extrêmement ferme dans son refus des appels au boycott d'Israël. Le droit français interdit formellement l'appel au boycott, et ce quelles que soient les causes qu'il entend servir. Nous resterons très vigilants sur ce point. La France a un engagement et elle s'y tiendra, résolument.

Par ailleurs, et je veux là aussi être précis, vous savez comme moi que travailler pour la paix, c'est également, pour les entreprises françaises, agir de façon responsable, conformément à l'éthique et au droit.

Notre rôle à tous, c'est de rappeler que toute prospérité durable en Israël passe par une résolution juste du conflit israélo-palestinien, y compris pour permettre un développement de l'économie palestinienne, qui sera un facteur de paix. Je dois dire que les développements de la situation sur le terrain, en Cisjordanie notamment, nous préoccupent car ils compromettent la seule solution possible sur laquelle la communauté internationale, Israéliens et Palestiniens compris, se sont jusqu'à présent entendus : la solution de deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité. La sécurité est d'ailleurs un enjeu essentiel pour Israël à l'heure où il lui faut non seulement trouver une solution avec les Palestiniens mais aussi se protéger des effets des crises au Moyen-Orient. Israël sait qu'il trouvera toujours la France à ses côtés pour défendre son droit à la paix et à la sécurité. Je souhaite aussi que notre indéfectible amitié nous permette de continuer à nous parler en toute confiance et d'agir ensemble.

Je compte sur vous, entrepreneurs français et israéliens, pour que la multiplication de vos initiatives, de vos échanges et de vos projets communs contribuent à resserrer encore nos liens. C'est utile à la prospérité de nos deux pays et c'est aussi un excellent moyen de faire valoir nos intérêts communs et de créer les conditions d'un avenir partagé entre Israël, la France et ses partenaires européens. Vous pouvez compter sur moi, sur mon engagement à oeuvrer pour le retour à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient comme sur ma détermination à rechercher toujours la coopération avec Israël dans tous les domaines./.